



CONSULAT DE SUISSE
GUATEMALA

GUATEMALA-CITY, le 27 mai 1954

Apartado 131
Telefono 9707

POLITISCHES DEPART.	
+ - 9. JUN. 1954 +	
N ^o 1. B. 51. 14. 21. 20. Quat.	

Réf. C.20.2. - Di.

Monsieur le Ministre,

Au cours de ces derniers jours les nouvelles de presse ont fréquemment relaté les accusations du Département d'Etat des Etats-Unis et des milieux officiels américains contre le gouvernement guatémaltèque pour le déchargement, à Puerto Barrios, de 2'000 tonnes d'armes en provenance du port polonais de Stettin.

C'est également par le canal des agences de presse que la nouvelle de l'arrivée du bateau suédois "Alfhem" et de son chargement a été diffusée au Guatemala. Quelques jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères, à l'occasion d'une conférence de presse, affirmait catégoriquement que les armes importées par son pays ne provenaient ni de la Pologne, ni de la Russie. "Et même si cela avait été le cas", ajouta le ministre Toriello, "nous aurions fait usage de notre légitime droit, car nous ne dépendons pas des Etats-Unis et sommes libres d'acheter des armes où bon nous semble". Le gouvernement du Guatemala, dans le courant de ces dernières années, s'était adressé à maintes reprises à des maisons américaines dans le but de pouvoir se procurer des armes pour l'armée et la police de la République. Les Etats-Unis refusèrent chaque fois leur exportation à destination de ce pays, pour des motifs qui sont compréhensibles. Il semblerait que les armes récemment importées proviennent en grande partie d'anciens stocks polonais et qu'elles se composent de matériel américain cédé à la Russie pendant les hostilités. Il y en aurait également de provenance tchèque (de la fabrique Skoda) voire même des munitions d'origine italienne, française et belge. L'opération d'achat a été réalisée par l'intermédiaire d'un homme d'affaires d'origine éthiopienne, naturalisé citoyen américain. Le prix d'achat atteindrait environ 10 millions de dollars. Vous vous souviendrez qu'au mois de février 1953, mon consulat vous avait tenu au courant des intentions du gouvernement guatémaltèque de vouloir acheter certaines armes dans notre pays (votre lettre du 27.2.1953, réf. p.B.51.14.21.20.). Cette transaction n'eut pourtant pas lieu.

Il est certain que les autorités locales ne s'attendaient pas à une réaction aussi violente de la part des milieux officiels de Washington. A deux reprises on a tenté de faire sauter la ligne de chemin de fer par laquelle les envois d'armes devaient être acheminés vers la capitale. Ces tentatives n'ont cependant pas eu de résultat pratique.

Division des Affaires politiques du
Département politique fédéral
B e r n e

./..

M. Weibel
Dr. Pando
Chohas
n. min. n. 2

Aug 53

Col. Tulean



Le gouvernement du général Somoza (Nicaragua) vient de rompre les relations avec celui du président Arbenz. L'ambassadeur guatémaltèque à Managua, arrivé hier dans notre capitale, a fait part à la presse que des manifestations hostiles à son gouvernement s'étaient déroulées devant la représentation de son pays, avant son départ.

Donnant suite aux pactes militaires stipulés entre les Etats-Unis et le Nicaragua ainsi qu'avec Honduras, des envois d'armes ont déjà été acheminés vers ces deux pays. La situation qui s'est subitement créée à la suite de la réception d'armes "soviétiques" au Guatemala a poussé les Etats-Unis à envoyer, il y a quelques jours, quelques avions chargés d'armes et de munitions à Tegucigalpa (Honduras). C'est dans ce pays que s'est réfugié en son temps le colonel guatémaltèque Castillo Armas qui semble être à la tête du mouvement d'opposition. Hier soir un avion inconnu survolait la capitale en lançant des tracts anti-communistes signés par ledit colonel.

Tout laisse croire que dans un proche avenir il y aura un revirement de la situation, le gouvernement du président Arbenz étant en butte à d'énormes difficultés. On croit, à Guatemala-City, que les éléments de l'opposition comptent avec des sympathies parmi les forces de l'armée et de la police, mais l'autorité du gouvernement dans le domaine militaire semble être trop forte actuellement pour leur permettre de provoquer une insurrection. Les chefs communistes redoublent de prudence et obligent le gouvernement à appliquer des sanctions drastiques contre les éléments qui manifestent leur antipathie à leur régime. Une certaine liberté de presse existe pourtant et le clergé ne ménage pas les pantins de Moscou.

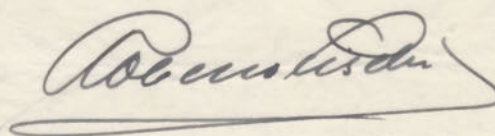
La demande d'indemnisation de 15 millions de dollars présentée par les Etats-Unis pour la confiscation des biens ayant appartenu à la United Fruit Company a été repoussée avec indignation par le gouvernement guatémaltèque. Une grève a éclaté dans les territoires occupés par cette compagnie américaine et elle est due aux interventions du parti communiste qui tient sous son contrôle la classe ouvrière. Le Guatemala ne serait en outre pas étranger aux dernières grèves qui eurent lieu dans les propriétés exploitées par la UFCO en Honduras. Deux consuls guatémaltèques qui auraient été à l'origine de ce conflit ont été sommés de rentrer dans leur pays par les autorités de Tegucigalpa.

Les sphères du gouvernement se défendent de l'accusation que le Guatemala est la tête de pont du communisme en Amérique centrale. Au lendemain de la conférence de Caracas, les milieux officiels ont pourtant continué à semer le leitmotiv de leur propagande aux quatre vents et ont redoublé leurs attaques contre les Etats-Unis.

L'opinion publique laisse entrevoir la préoccupation qui règne en ce moment dans tous les domaines. On a l'impression qu'en cas de revirement de la situation, un nouveau gouvernement compterait avec l'appui de la population.

J'aurai soin de vous tenir au courant, au fur et à mesure, du développement de la situation dans mon pays de résidence.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.



Consul de Suisse.

✓ Ann.: 4 exempl. de la présente.